

Mende, le 24 octobre 2016

Déclaration liminaire

Comité Technique Local

2ème convocation du 24 octobre 2016

Monsieur le Président,

Un des points à l'ordre du jour de cette réunion est la présentation des résultats du baromètre social 2015.

Cette enquête, pour laquelle on note une participation plus importante dans notre département que la moyenne nationale révèle que les agents de la DDFiP de la Lozère :

- s'estiment être moins bien lotis pour assurer leurs missions ;
- sont davantage stressés par la charge de travail et les missions ;
- se reconnaissent moins qu'ailleurs dans les valeurs de la DGFIP ;
- ont le sentiment de travailler dans l'urgence ou de ne pas faire face ;
- sont assez critiques vis à vis de leur responsable direct ;
- n'estiment pas que la DGFIP évolue dans le bon sens, trouvent que le rythme de changement est trop rapide et que la réponse aux attentes des usagers est inadaptée.

Pour conclure, un agent sur deux n'est pas satisfait de son travail, n'y trouve plus suffisamment de motivation et se montre pessimiste pour son avenir professionnel.

Voilà pour le constat...qui est à peu de choses près le même qu'il y a deux ans (cf. déclaration liminaire du 24 juin 2014).

Mais quid du remède ?

La seule réponse de notre Direction Générale consiste dans une méthode antique dont l'efficacité n'est prouvée que dans des cas très spécifiques : la saignée.

Celle qui s'annonce pour 2017 aura pour effet la disparition de centaines d'emplois (1815 selon les syndicats, moins, selon l'administration).

Ce qui est sûr, c'est que cette thérapie de choc continuera d'affaiblir notre direction départementale, obligera à de nouvelles restructurations et finira d'hypothéquer les chances, pour les plus jeunes d'entre nous, de finir leur carrière en Lozère.

Et vous ne parviendrez pas à nous rassurer en évoquant les priorités dont nous bénéficions actuellement en cas de restructuration car les informations qui nous parviennent de nos bureaux nationaux montrent que le Directeur Général et ses équipes n'ont de cesse, groupe de travail après groupe de travail, de remettre en cause nos garanties de gestion.

Et lorsque viendra le moment de mettre la clef sous la porte, les agents du 48 n'auront-ils comme seule garantie que de pouvoir suivre leur mission, là où la DG aura décidé de la délocaliser, à l'instar des services chargés du contrôle fiscal externe, relégués au statut d'antenne d'une antenne ?

Ces sombres perspectives départementales, les récentes velléités de la Centrale de remettre en cause les dispositions nous permettant d'exercer nos activités syndicales et de participer efficacement au dialogue social (cf. fiches du GT sur le dialogue social), ainsi que le contexte revendicatif qui anime un nombre croissant de directions et entraîne le blocage de divers sites des finances publiques, sont autant de raisons qui ne nous permettent pas de participer à la réunion de ce jour.